MÉGA-FEUX : CRÉER UNE CONSCRIPTION ÉCOLOGIQUE & RESPONSABILISER PÉNALEMENT LES DÉCIDEURS PUBLICS

Dimanche 23 août, lors du discours de clôture des universités d'été de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon a évoqué la proposition formulée par les Verts populaires : la création d'une conscription écologique. Concrètement : des citoyen· nes volontaires formé· es aux savoir-faire pratiques de la sécurité écologique, capables de constituer une garde régionale de renfort quand les équipes permanentes de sécurité civile sont dépassées par une crise — sécheresse, incendie, ou tout autre épisode que le dérèglement climatique multiplie déjà.

« Les conscriptions écologiques, c'est la facilitation des élans d'entraide populaire qui se forment à chaque catastrophe et viennent soulager les pompiers et les habitants affectés. », Jérôme Gleizes, porte parole des Verts populaires

Directement issue du **dossier des Verts populaires « Habiter un monde qui brûle »** publié aux Amfis, cette proposition a été retravaillée et précisée avec l'équipe de la France insoumise. Ce document, écrit en bonne partie par Jérôme Gleizes et François Benoit-Marquié, rassemble un état des lieux de la situation et des propositions concrètes.

Pour les Verts Populaires, il ne suffit plus de constater les conséquences des incendies une fois les catastrophes survenues. La question est désormais celle de la responsabilité politique : **que savaient les gouvernements successifs du risque croissant de méga-feux et qu'ont-ils fait pour s'y préparer ?**

Après les incendies de 2022, un rapport interministériel avait notamment identifié un déficit de pilotage national, une absence de coordination interministérielle et des carences dans les outils de planification. Le Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique avait également formulé des recommandations pour anticiper la répétition des incendies et assurer la reconstruction écologique des territoires brûlés. Plusieurs de ces recommandations sont restées sans suite.

Cette irresponsabilité politique doit avoir des conséquences. **C'est pourquoi, les Verts Populaires proposent de renforcer la responsabilité des décideurs publics lorsque des obligations de prévention sont connues mais ne sont pas respectées**. Nous proposons la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'incendie de Saumos et sur les responsabilités politiques dans la dégradation des moyens de prévention et de lutte contre les incendies. Nous proposons également d'instaurer une responsabilité pénale des élus et hauts fonctionnaires en cas de mise en danger délibérée de la vie d'autrui résultant du non-respect manifeste et répété d'obligations de prévention documentées par les rapports d'inspection.

« Nous entrons dans une nouvelle donne écologique, il faut s'organiser pour assurer notre sécurité écologique. Cela passe par la fondation d'un Etat écologique et le soutien à l'entraide populaire comme la conscription écologique.

Les irresponsables qui prétendent nous gouverner font reposer tout le poids des dérèglements climatiques sur les seuls pompiers, les seuls agriculteurs et agricultrices, les seul· es habitant· es des zones concernées. Leur irresponsabilité politique ne peut pas rester sans conséquence. Nous soutenons la candidature qui fait de la préparation écologique une responsabilité d'Etat. » Julia Mignacca, porte-parole des Verts populaires.